

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 19/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MCBRIDE S.A.S.

20 rue Gustave FLAUBERT
14590 Moyaux

Références : 20251218_PMI
Code AIOT : 0005301039

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement MCBRIDE S.A.S. implanté 20 rue Gustave FLAUBERT 14590 Moyaux. L'inspection a été annoncée le 17/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MCBRIDE S.A.S.
- 20 rue Gustave FLAUBERT 14590 Moyaux
- Code AIOT : 0005301039
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Ex IED - MTD

La société Mc BRIDE exploite une usine de fabrication et de conditionnement de produits lessiviels sur la commune de Moyaux.

Les activités relèvent du régime de l'autorisation et sont réglementées par un arrêté préfectoral du 24 février 2005 qui l'autorise à exploiter les installations classées de son établissement. Le site est classé « Seveso seuil bas » au titre de la rubrique 4440 (Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3.) par dépassement direct.

L'inspection a notamment visé des zones de stockage de matières premières.

Thèmes de l'inspection :

- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipements relevant du PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article section 1	Sans objet
2	Suivi d'un équipement sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 14-I, 15-I, 16-I, 19-I	Sans objet
3	Suivi d'autres équipements visés par sondage	Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 9, 11, 23.2	Sans objet
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 24/02/2005, article 14.1, 14.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a porté sur le suivi du vieillissement des installations, par l'exploitant. Avec les produits présents ce jour-là, les équipements visés par sondage ne relevaient pas de la section 1 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 (plan de modernisation des installations industrielles). Il a néanmoins été constaté, toujours par sondage, que l'exploitant réalisait des contrôles et un suivi de ses installations, qui doivent être poursuivis. Quelques observations sont formulées, mais elles ne conduisent pas à proposer de suites à cette inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements relevant du PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article section 1
Thème(s) : Risques accidentels, PMII
Prescription contrôlée : [...] Pour chaque équipement ou ouvrage [...] pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : <ul style="list-style-type: none">- l'état initial de l'équipement ;- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) [...] ;- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;- les interventions éventuellement menées. [...] Les équipements ou ouvrages visés par les articles 3 à 6 visés par cette inspection sont :

<ul style="list-style-type: none"> - des réservoirs atmosphériques à basse température de gaz liquéfiés (art. 3), - des réservoirs aériens cylindriques verticaux (art. 4), des tuyauteries, des capacités (art. 5), de volumes spécifiques et contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées des mentions de dangers particulières (art 4 et 5), ne relevant pas de la réglementation des équipements sous pression (art. 5), - des massifs de réservoirs, rétentions, structures de support de tuyauteries, caniveaux en béton et fosses humides spécifiques (art. 6).
<p>Constats :</p> <p>Avec les volumes et les mentions de dangers des produits relevés le jour de l'inspection, les équipements ou ouvrages visés par sondage ne répondaient pas aux conditions présentées aux articles 3 à 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 pour réaliser le suivi et le dossier imposés par la section 1 et l'article 8 du même arrêté.</p> <p>En 2017, l'exploitant avait néanmoins identifié quatre équipements potentiels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un équipement relevant de la réglementation des équipements sous pression (voir point de contrôle n°2), - trois bacs aériens cylindriques verticaux qui, le jour de l'inspection, d'après les éléments présentés par l'exploitant, ne contenaient pas de substances, préparations ou mélanges avec les mentions de dangers mentionnées à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. <p>Des précisions sont données en annexe confidentielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'évolution des mentions de dangers des produits présents sur le site ou susceptibles de l'être pourra faire évoluer la liste des équipements du site visés par la section 1 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Ce sujet doit faire l'objet d'une attention particulière de la part de l'exploitant. Pour assurer une cohérence avec les numéros de bacs affichés sur le terrain, un plan est à mettre à jour (une erreur relevée par sondage). L'exploitant s'est engagé à le corriger rapidement. Ces démarches relèvent de la responsabilité de l'exploitant et pourront être vérifiées lors de prochaines inspections sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Suivi d'un équipement sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 14-I, 15-I, 16-I, 19-I
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi ESP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'équipement ne fait pas l'objet d'un plan d'inspection tel que prévu au chapitre I, son suivi en service comporte les inspections périodiques et les requalifications périodiques définies au présent chapitre [...].</p> <p>L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. [...] la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. [...]</p> <p>L'inspection périodique [et la requalification périodique] porte[nt] à la fois sur l'équipement, les accessoires sous pression qui lui sont raccordés, les accessoires de sécurité qui lui sont associés [...].</p>

<p>Constats :</p> <p>La cuve visée fait l'objet d'un suivi. La périodicité maximale entre deux contrôles périodiques a été respectée. Les derniers rapports de requalification et d'inspection périodiques consultés concluent que la cuve peut être maintenue en service. Les éléments vus par sondage sur le terrain et dans les dossiers consultés n'appellent pas de commentaire.</p> <p>Des précisions sont données en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Suivi d'autres équipements visés par sondage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 9, 11, 23.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, contrôles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>extrait article 11 : « Les installations doivent être conçues et aménagées de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement [...]. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.[...] »</p> <p>extrait article 9 : « L'exploitant établira et tiendra à jour un dossier comportant les documents suivants : [...] tous les enregistrements, rapports de contrôles et registres mentionnés dans le présent arrêté conservés pendant au moins 5 ans. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des autres services compétents [...]. »</p> <p>L'article 23-2 concerne le contrôle annuel de tuyauteries.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des contrôles ont été réalisés sur la tuyauterie, les cinq bacs et les trois silos de stockage visés par sondage. Les rapports présentés concluent que les équipements peuvent être maintenus en service.</p> <p>L'exploitant dispose d'un suivi des contrôles réalisés, des actions correctives associées, des travaux déjà effectués et de ceux prévus sur différentes parties du site. Sa consultation par sondage a été réalisée pour les équipements précités. Le suivi détaillé permet d'identifier les opérations réalisées et prévues. Il doit être maintenu. Il convient néanmoins de le compléter avec la clôture effective des deux remarques émises en 2025 sur la tuyauterie et le traitement des réserves émises sur le PV de réception de travaux au niveau d'un des bacs. L'exploitant a précisé que les éléments allaient être mis à jour rapidement.</p> <p>Des précisions sont données en annexe confidentielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>A ce stade, les types et fréquences de contrôles des bacs et silos visés ici relèvent des prescriptions de l'arrêté préfectoral du site. Ils doivent être maintenus et adaptés aux conditions d'exploitation pour identifier des dégradations éventuelles au plus tôt et éviter les pertes de confinement pouvant générer des rejets dans le milieu naturel.</p> <p>La traçabilité des suites données aux éventuelles réserves ou observations émises lors des contrôles ou des réceptions de travaux doit être maintenue.</p> <p>Ces sujets relèvent de la responsabilité de l'exploitant et pourront faire l'objet de vérification lors de prochaines inspections.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/02/2005, article 14.1, 14.8
Thème(s) : Risques accidentels, pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>extrait de l'article 14.8 : Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel. Les aires comportant des installations ou un écoulement accidentel d'effluents liquides est à craindre, doivent être étanches et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci vers des capacités de rétention. Les stockages ou aires de manutention susceptibles de contenir, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en œuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, seront équipés de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement. [...]</p> <p>La partie de l'article 14.1 visé concerne la présence et la tenue à jour de plan des réseaux d'évacuation d'effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et points de branchement et les points de rejets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux d'eaux résiduaire du site mentionne bien les secteurs collectés, l'emplacement des différents dispositifs d'obturation et des capacités tampons destinés à limiter entre autres les rejets hors site en cas d'épandage accidentel de produit.</p> <p>Sur le terrain, l'emplacement des dispositifs visibles d'obturation et de collecte, visés par sondage, correspondait au plan présenté. Les aires collectées étaient propres. L'exploitant précise qu'il réalise des contrôles réguliers sur les capacités tampons du réseau de collecte pour vérifier leur intégrité, que ces contrôles n'ont pas mis en évidence de défaut ou problème particulier, mais qu'ils ne sont pas forcément tracés en dehors de photos.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient de continuer à tracer les résultats des prochains contrôles périodiques réalisés sur les dispositifs de collecte des eaux potentiellement polluées. Leur perte d'intégrité pourrait en effet être à l'origine de pollution des sols, et d'éventuelles eaux souterraines voisines. Ce sujet pourra être revu lors de prochaines inspections sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite